

Edito | Gilets jaunes et démocratie: Les premières leçons d'une crise politique et sociale inédite

L'insurrection qui a enflammé les rues de Paris et s'est propagée, de façon inattendue, dans plusieurs villes et même un modeste village de province, a jeté le pays dans une manière d'effroi dont il subsiste, quatre jours plus tard, une très grande inquiétude. Et, beaucoup de croiser les doigts après les annonces du premier ministre; ce moratoire jugé insuffisant par les gilets jaunes, avec l'espoir, quand même, que le chaos de ce premier week-end de décembre ne se reproduise pas. (L'Elysée a fait savoir mercredi soir que les taxes étaient annulées au 1° janvier) Mais, d'ores et déjà, il convient, dépassant nos frayeurs, de discerner au-delà des apparences, les lignes de force d'un mouvement populaire, inédit, et soutenu par une large majorité de nos concitoyens. Une révolte qui aura des grandes conséquences sur la vie démocratique de notre pays

Les taxes sur les carburants n'ont été que le détonateur d'une éruption sociale dont l'injustice fiscale est assurément le plus puissant moteur, dans une société où le mot égalité ne dort jamais que d'un œil, dans l'inconscient collectif. Il n'est que voir comment le rétablissement intégral de l'ISF est très vite devenu le slogan massue des gilets jaunes. Il catalyse, en quelque sorte, leurs revendications car, non seulement, il met en lumière les privilèges supplémentaires accordés aux plus riches mais il creuse un fossé insupportable aux yeux d'une population qui tire le diable par la queue. Et qui comprend que ces faveurs auront été de peu d'effets sur le cours de l'économie et n'auront pas contribué à guérir le cancer qui mine la société française et est à la source de beaucoup de violences : le chômage de masse.

Et là, sans préjuger de la façon dont le pouvoir peut sortir le pays de cette crise politique et sociale gravissime – Emmanuel Macron ira-t-il jusqu'à destituer le premier ministre pour se protéger ? - il ne faut pas craindre de se projeter sur quelques unes de ses possibles conséquences.

Dans ce qu'il faut bien appeler un climat d'essence révolutionnaire, notons d'abord que l'image de la classe politique, dans son ensemble, va sortir davantage affaiblie même si l'ex Front National et la France Insoumise espèrent en tirer profit électoralement, aux Européennes. Surtout on a observé, et continue de le mesurer, jour après jour, combien elle incarne la société des privilèges aux yeux de cette classe moyenne qui vit étroitement et dont le pouvoir d'achat stagne depuis des années. Ces représentations des élus et de leur rôle sont sans doute partiellement injustes mais elles sont devenues insupportables à beaucoup.

Il va donc devenir impératif d'en tenir compte. Et de régénérer l'expression citoyenne, au-delà des rendez vous électoraux dont la fréquentation, est-il nécessaire de le rappeler, va de Charybde en Scylla. Le référendum d'initiative populaire n'a jamais connu la moindre tentative de mise en œuvre. Et la réforme constitutionnelle qui devait être débattue au parlement, prévoyant la réduction du nombre des élus et l'instauration d'une dose de proportionnelle, à côté du scrutin majoritaire, a été renvoyée à plus tard, pour cause d'affaire Benalla. Il ne fait pas de doute que ces évolutions seront jugées insuffisantes dans les concertations à venir que le pouvoir central veut engager.

Cette crise profonde dont l'origine est à rechercher dans l'application de la ligne libérale prônée par Emmanuel Macron, sans véritable contrepartie sociale, fournit aussi l'occasion d'une prise de conscience des enjeux d'un réapprentissage du vivre ensemble dont les ressorts ne demandent qu'à être activés. Ayons présent à l'esprit ce choc des slogans, ces deux dernières semaines : la fin du mois face à la fin du monde... Et observons, avec attention, l'appel du réalisateur du magnifique film « Demain » qui a bouleversé, en 2015, la jeune génération ; cette main tendue par Cyril Dion aux gilets jaunes... Venez donc participer avec nous, ce 8 décembre, à la marche pour le climat. Une invitation assortie d'une critique radicale du capitalisme financier, à la source de la « dérégulation » et, selon cette figure de l'écologie nationale, de l'appauvrissement de la classe moyenne. Une approche que l'on aurait tort de brocarder sur le seul mode de l'utopie ou de la récupération : l'un des devoirs majeurs de ceux qui nous gouvernent c'est de commencer, enfin, à entendre le réveil d'un peuple qui peut se rassembler pour défendre une certaine idée de son avenir et de l'universalité de son héritage culturel.



Joël Aubert

